



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/488
29 septembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 133 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. INTRODUCTION

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) (A/50/363), qui lui avait été présenté sous forme provisoire. Pendant son examen du rapport, le Comité a entendu des représentants du Secrétaire général qui lui ont communiqué des renseignements complémentaires.

2. Comme indiqué dans les paragraphes d'introduction du rapport du Secrétaire général, le Conseil de sécurité, par sa résolution 867 (1993) du 23 septembre 1993, a créé la MINUHA pour une période initiale de six mois, mandat qu'il a ensuite élargi dans ses résolutions 940 (1994) du 31 juillet 1994 et 964 (1994) du 29 novembre 1994. De plus, conformément à la résolution 975 (1995) du Conseil en date du 30 janvier 1995, le transfert complet des fonctions de la force multinationale à la MINUHA s'est achevé le 31 mars 1995. Dans la même résolution, le Conseil a autorisé le déploiement d'un maximum de 6 000 soldats et 900 policiers civils, et prorogé le mandat de la Mission pour une période de six mois, soit jusqu'au 31 juillet 1995. Le Conseil a en outre autorisé le Secrétaire général, agissant en collaboration avec le commandant de la force multinationale, à prendre les mesures nécessaires pour que la MINUHA assume toutes les fonctions mentionnées dans sa résolution 940 (1994) ainsi que dans ses résolutions antérieures.

3. Comme le Secrétaire général le lui avait recommandé au paragraphe 64 de son rapport du 24 juillet 1995 (S/1995/614), le Conseil de sécurité, aux termes du paragraphe 9 de sa résolution 1007 (1995), a prorogé le mandat de la MINUHA pour une période de sept mois, jusqu'au 29 février 1996, afin que les objectifs énoncés dans la résolution 940 (1994) puissent être atteints, en exprimant l'espoir que le mandat de la Mission pourrait prendre fin à cette date et qu'un nouveau gouvernement constitutionnellement élu serait mis en place dans l'ordre et la sécurité.

4. Le Comité note que le rapport du Secrétaire général (A/50/363) lui est présenté en application du paragraphe 15 de la résolution 49/239 de l'Assemblée générale en date du 31 mars 1995 dans laquelle celle-ci, afin de pouvoir prendre une décision sur le montant définitif des dépenses pour la période postérieure au 31 juillet 1995, a prié le Secrétaire général de présenter des propositions budgétaires révisées avant la fin du mois d'août 1995.

5. Le rapport du Secrétaire général contient le rapport sur l'exécution du budget pour la période allant du 1er août 1994 au 31 janvier 1995, lequel fait apparaître un solde inutilisé d'un montant brut de 1 982 600 dollars (soit un montant net de 1 915 700 dollars) par rapport au crédit ouvert d'un montant brut de 5 902 500 dollars (soit un montant net de 5 707 100 dollars). Le Secrétaire général indique en outre que les prévisions de dépenses pour la période de sept mois allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 s'élèvent à 152 011 500 dollars en chiffres bruts (soit 149 680 400 dollars en chiffres nets).

6. Le Secrétaire général indique par ailleurs que les prévisions de dépenses mensuelles pour la période postérieure au 29 février 1996 s'élèvent à 21 182 900 dollars en chiffres bruts (soit 20 849 900 dollars en chiffres nets). En réponse à ses questions, le Comité a été informé que ces dernières estimations étaient purement indicatives et que, comme le Conseil de sécurité l'avait demandé au paragraphe 11 de sa résolution 1007 (1995), le Secrétaire général soumettrait au Conseil un rapport à mi-parcours, vers la mi-novembre 1995. Le Comité a également été informé de l'intention du Secrétaire général de présenter un budget pour la liquidation de la Mission, sous forme d'additif à son rapport. On a toutefois précisé que le Secrétaire général ne pourrait soumettre de prévisions budgétaires révisées que lorsque le Conseil de sécurité aurait pris une décision, ce qu'il ne pouvait faire qu'à la demande officielle du nouveau gouvernement haïtien. Comme le nouveau gouvernement doit prendre ses fonctions au début de février 1996, le Comité a été informé que le Secrétaire général ne serait pas en mesure de présenter avant février 1996 des prévisions budgétaires révisées pour la période postérieure au 29 février 1996.

7. Ayant constaté que le rapport sur l'exécution du budget pour la période allant du 1er février au 31 juillet 1995 ne figurait pas dans le rapport du Secrétaire général, le Comité a demandé des éclaircissements à ce sujet et obtenu des éléments d'information provisoires sur les dépenses afférentes à cette période (voir l'annexe au présent rapport). Comme il l'avait déjà fait observer dans son précédent rapport sur la MINUHA (A/49/869), le Comité souligne que son examen des propositions budgétaires et sa capacité de formuler des recommandations à l'Assemblée générale ont été entravés par le fait que la documentation qui lui a été présentée était incomplète. L'Assemblée générale ayant autorisé, dans sa résolution 49/233 A du 23 décembre 1994, l'adoption de cycles budgétaires réguliers pour le financement des opérations de maintien de la paix, le Comité réitère l'espoir (voir A/49/869, par. 2) que le Secrétaire général lui présentera dorénavant en temps voulu des documents complets et disponibles sous forme définitive dans toutes les langues officielles.

II. ÉTAT DES CONTRIBUTIONS

8. Le Comité note au paragraphe 15 du rapport du Secrétaire général qu'au 31 juillet 1995, les contributions reçues depuis la création de la Mission, le 23 septembre 1993, s'élevaient à 93 873 157 dollars, ce qui représente un déficit de 59 962 047 dollars par rapport au montant total net de 153 835 204 dollars mis en recouvrement pour la période considérée.

9. Le Comité a été informé qu'au 31 août 1995, le montant total des contributions reçues pour la Mission depuis sa création s'élevait à 95 763 305 dollars, soit un déficit de 79 024 674 dollars par rapport au montant total de 174 787 979 dollars mis en recouvrement auprès des États Membres pour la même période. Le Comité note avec préoccupation qu'en raison de la situation de trésorerie de la Mission, aucun remboursement n'a encore été effectué aux gouvernements qui fournissent des contingents. Il espère que des informations à jour sur l'état des contributions seront communiquées à la Cinquième Commission lorsque celle-ci examinera le rapport du Secrétaire général.

10. Comme indiqué aux paragraphes 17 et 18 du rapport, les États Membres n'ont versé aucune contribution volontaire pour la MINUAH, bien que l'Assemblée générale les ait invités à le faire dans sa résolution 49/239, ni pour le Fonds d'affectation spéciale destiné à financer les matériaux de construction et d'autres dépenses afférentes au mandat de la Mission, créé en application de la résolution 867 (1993) du Conseil de sécurité.

11. Le Comité a obtenu, comme suite à sa demande, des éléments d'information sur les recettes et les dépenses afférentes aux deux autres fonds d'affectation spéciale créés dans le cadre du mandat de la MINUAH, à savoir le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance électorale en Haïti et le Fonds d'affectation spéciale pour le financement de biens et services destinés au programme international de contrôle de la police. Au 31 août 1995, les contributions reçues au titre du premier de ces fonds s'élevaient à 9 556 381 dollars et les dépenses à 6 725 792 dollars, tandis que les contributions reçues au titre du second s'élevaient à 3 250 500 dollars et les dépenses à 1 417 143 dollars. Le Comité prie le Secrétaire général de lui présenter dans son prochain rapport des informations, sous forme de tableau, donnant le montant total des ressources versées aux fonds d'affectation ainsi que le montant total des décaissements et des engagements, par objet de dépense.

III. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1994 AU 31 JANVIER 1995

12. Comme indiqué au paragraphe 22 et à l'annexe I du rapport, le montant total des dépenses pour la période allant du 1er août 1994 au 31 janvier 1995 s'élevait à 3 919 900 dollars en chiffres bruts (3 791 400 dollars en chiffres nets) par rapport au crédit ouvert d'un montant brut de 5 902 500 dollars (soit un montant net de 5 707 100 dollars). Le Comité note aux annexes I et II que le solde inutilisé s'explique essentiellement par des frais moins importants que prévu au titre des contingents militaires (64 900 dollars) ainsi qu'au titre des opérations de transport (851 000 dollars), des opérations navales (30 000 dollars), du matériel (1 186 800 dollars) et des fournitures et services (20 300 dollars). Cette situation est en grande partie imputable au fait que

/...

les procédures d'achat n'ont pas pu être menées à bien avant la fin de la période considérée. Ces économies ont été partiellement annulées du fait des dépassements de coût enregistrés au titre des observateurs militaires (20 900 dollars), du personnel civil (60 000 dollars), des locaux et hébergement (72 100 dollars) et des transmissions (77 900 dollars).

13. Pour la période allant du 1er février au 31 juillet 1995, l'Assemblée générale, dans sa résolution 49/239, a ouvert un crédit d'un montant total brut de 151 545 100 dollars (149 579 700 dollars en montant net) sur la base des prévisions de dépenses d'un montant brut de 163 824 500 dollars (161 396 400 dollars en montant net) présentées par le Secrétaire général dans son précédent rapport (A/49/318/Add.2 et Corr.1, annexe III). Dans la même résolution, l'Assemblée a autorisé le Secrétaire général, à titre provisoire, à engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant mensuel brut de 21 202 240 dollars (soit un montant net de 20 840 040 dollars) pour la période de trois mois allant du 1er août au 31 octobre 1995, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 31 juillet 1995.

14. Il ressort des éléments d'information provisoires (voir l'annexe au présent rapport) que le montant estimatif total des dépenses pour la période allant du 1er février au 31 juillet 1995 s'élevait à 140 862 100 dollars en chiffres bruts (139 734 900 dollars en chiffres nets) par rapport au montant brut du crédit ouvert s'élevant à 151 545 100 dollars (soit un montant net de 149 579 700 dollars). Les économies escomptées pour la période (10 683 000 dollars en chiffres bruts, soit 9 844 800 dollars en chiffres nets) provenaient essentiellement d'une diminution des coûts relatifs au personnel civil (1 616 100 dollars), aux locaux et à l'hébergement (5 189 500 dollars), à la remise en état des infrastructures (410 100 dollars), aux opérations de transport (1 275 300 dollars), aux opérations aériennes (4 902 000 dollars), aux opérations navales (902 100 dollars), aux transmissions (694 800 dollars), aux matériels divers (2 224 100 dollars) et aux programmes d'information (155 900 dollars). Ces économies ont été en partie annulées par les dépassements de coût enregistrés au titre des observateurs militaires et des contingents (124 800 dollars), des services contractuels, fournitures et services divers (7 438 300 dollars) et des programmes de formation (46 500 dollars).

IV. PRÉVISIONS DE DÉPENSES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1995 AU 29 FÉVRIER 1996

15. Comme indiqué au paragraphe 23 et à l'annexe IV du rapport (A/50/363), les prévisions au titre de dépenses des opérations de la MINUHA pour la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 représentent un montant brut de 152 011 500 dollars (montant net : 149 680 400 dollars), soit un coût moyen de 21 715 929 dollars par mois. Ce montant doit permettre de déployer 6 000 soldats, 900 contrôleurs de la police civile et 619 agents civils. On trouvera au paragraphe 24 du rapport une récapitulation des principales modifications apportées aux prévisions de dépenses antérieures.

16. Comme il est également indiqué à l'annexe IV du rapport, les prévisions de dépenses pour la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996,

/...

représentant un montant brut de 152 011 500 dollars, comprennent des dépenses renouvelables d'un montant brut de 148 280 100 dollars et des dépenses non renouvelables se chiffrant à 3 731 400 dollars. En réponse à l'une de ses questions, le Comité a été informé que les dépenses non renouvelables comprennent des fonds reportés du mandat précédent au titre de la remise en état des infrastructures (670 000 dollars) et des programmes d'information (155 000 dollars), compte tenu des projets inclus dans les prévisions de dépenses qui n'avaient pu être achevés lors de la période correspondant au mandat précédent.

17. En ce qui concerne les hypothèses sur la base desquelles les prévisions budgétaires révisées avaient été établies, le Comité a été informé que, compte tenu des dispositions juridiques en vigueur et de la nécessité de préparer des élections présidentielles, on était parti du principe que les élections présidentielles auraient lieu au plus tôt au début du mois de décembre 1995. En outre, si le candidat principal n'obtenait pas la majorité absolue, il faudrait procéder à un second tour de scrutin un mois plus tard, au début du mois de janvier 1996 (sinon en février 1996). Il a également été indiqué que la présence du contingent militaire des Nations Unies serait requise pendant l'élection et la période de transition, c'est-à-dire au moins jusqu'à la fin de février 1996 si les élections se déroulaient dans un climat de sécurité. Le Comité a été informé que, si le mandat de la Mission n'était pas prorogé, le rapatriement des forces militaires commencerait au début de mars 1996 et prendrait 45 jours.

Personnel militaire

18. En ce qui concerne le personnel militaire, le Comité constate que les dépenses prévues au titre des rations s'élèvent à 12 061 700 dollars, à raison de 8,50 dollars par personne et par jour (5 828 hommes pendant 213 jours). Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que le système de lettre d'attribution mis en place avec le Gouvernement des États-Unis serait appliqué jusqu'au 30 septembre 1995. Il a également appris que, lorsque la MINUHA a assumé la totalité des fonctions de la Force multinationale en mars 1995, il lui avait fallu recourir au système de lettre d'attribution pour obtenir des services de soutien logistique d'une entreprise privée sous contrat avec le Gouvernement des États-Unis. Il a été rappelé au Comité que les besoins de la Mission avaient été définis durant la phase de planification en décembre 1994. Il a été signalé toutefois que le Siège n'aurait pu procéder aux achats selon les modalités habituelles qu'après approbation du budget par l'Assemblée générale (à savoir en mars 1995). Le Comité a été informé qu'en raison des dispositions prévues dans la lettre d'attribution, le coût effectif des rations payées à l'entrepreneur s'est élevé à 12 dollars par personne. Le Comité croit comprendre qu'à compter du 1er octobre 1995, les services de soutien logistique seront assurés par deux entrepreneurs dans le cadre de contrats attribués directement par l'Organisation des Nations Unies, conformément aux procédures établies. Le Comité entend aborder la question de la réduction des délais de livraison du matériel et des retards dans la prestation de services dont les opérations de maintien de la paix ont un besoin pressant dans le contexte de l'examen du rapport du Secrétaire général sur les achats.

19. Pour ce qui est des prévisions de dépenses au titre de la fourniture d'eau en bouteille (844 100 dollars) (annexe V.B, par. 5), le Comité note une réduction par rapport aux prévisions précédentes. Comme il est indiqué au paragraphe 28 du rapport, les systèmes de production et d'épuration d'eau qui ont été installés ont permis de compléter la ration quotidienne d'eau potable des soldats. Le Comité a appris que l'indemnité journalière prévue au titre des faux frais de 6 000 soldats (1 635 800 dollars) et l'indemnité repas et logement versée à 172 officiers (2 088 200 dollars) ont été calculées par personne et par jour, mais sont réparties collectivement avec l'assentiment des contingents concernés. Comme on peut le voir au paragraphe 24 du rapport du Secrétaire général, l'indemnité de subsistance (missions) a été portée de 84 dollars à 87 dollars par jour. Le Comité ayant demandé des précisions à ce sujet, il a été signalé que l'indemnité de subsistance (missions) comprend, outre 20 dollars au titre des frais de logement, 34 dollars au titre de la nourriture et 30 dollars au titre des faux frais, une indemnité de 3 dollars pour l'achat d'eau en bouteille.

20. S'agissant des autres dépenses afférentes aux contingents, le Comité constate une réduction des ressources prévues pour rembourser les gouvernements qui fournissent des contingents, au titre de l'utilisation des véhicules et du matériel qui leur appartient et qu'ils mettent à la disposition de leurs hommes à la demande de l'Organisation des Nations Unies. Comme indiqué à l'annexe IV du rapport, le montant révisé des ressources prévues pour la période de sept mois allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 s'élève à 7 586 800 dollars, contre 10 416 700 dollars pour la période allant du 1er août au 31 décembre 1995 (A/49/318/Add.2, annexe III). Le Comité note au paragraphe 12 de la section B de l'annexe V que le montant révisé des ressources prévues a été calculé sur la base d'un taux moyen de remboursement de 10 % par an, la valeur totale du matériel étant estimée à 130 060 000 dollars. Le montant précédent avait été calculé sur la base d'un taux moyen de remboursement de 10 % par an appliqué à une valeur estimée à 50 millions de dollars par bataillon (A/49/318/Add.2, annexe IV, sect. II, par. 12). Le Comité a été informé qu'aucune demande de remboursement n'avait encore été reçue des gouvernements au titre du matériel appartenant aux contingents et qu'aucun remboursement n'avait donc été effectué.

Personnel civil

21. Le Comité relève au paragraphe 19 de la section B de l'annexe V et au tableau 1 que le tableau des effectifs dans les présentes prévisions budgétaires fait apparaître une réduction de 13 postes de fonctionnaire international et une augmentation de 139 postes d'agent local et de 4 postes de Volontaire des Nations Unies, soit une augmentation nette de 130 postes. S'étant enquis de la situation à cet égard, le Comité a été informé qu'aucun poste n'était vacant à l'heure actuelle. Comme indiqué au paragraphe 20 de la section B de l'annexe V, la majorité des 139 postes de personnel local supplémentaires proposés sont destinés à des interprètes créoles devant aider le personnel des contingents et la police civile dans leurs contacts avec la population haïtienne. À cet égard, le Comité rappelle que, lorsqu'il a rendu visite à la MINUHA, du 1er au 5 mai 1995, on lui a fait savoir quelles étaient les langues nécessaires pour les communications quotidiennes.

22. Comme indiqué au paragraphe 22 de la section B de l'annexe V, en ce qui concerne les traitements du personnel recruté sur le plan international, les dépenses communes de personnel et les traitements des administrateurs ont été ajustés pour tenir compte du fait que 30 % des fonctionnaires de cette catégorie ont été expressément recrutés pour la Mission et n'ont donc pas droit à l'indemnité de poste. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé du nombre et de la classe des 63 fonctionnaires expressément recrutés pour la Mission (1 P-5, 4 P-4, 18 P-3, 5 P-1/2, 11 agents du Service mobile et 24 agents des services généraux). Le Comité recommande que cette information soit systématiquement fournie dans les futures prévisions budgétaires. En ce qui concerne les organismes dont relèvent les 207 fonctionnaires internationaux indiqués aux annexes VI et VII, il a été précisé que 195 viennent de l'Organisation des Nations Unies, 3 de l'Organisation de l'aviation civile internationale, 7 de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et 2 de l'Organisation mondiale de la santé.

23. Le Comité constate au paragraphe 40 du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/1995/614) que le Secrétaire général a décidé de coordonner la mission de maintien de la paix de la MINUHA avec les activités de développement menées par d'autres, d'une manière compatible avec le mandat de la MINUHA, afin d'aider le Gouvernement haïtien à renforcer ses institutions. À cet égard, le Comité a été informé que le Représentant spécial adjoint assure également les fonctions de représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il a également appris que le poste de représentant spécial adjoint du Secrétaire général ayant rang de sous-secrétaire général indiqué dans le tableau d'effectifs de la MINUHA est financé au moyen des ressources de la Mission, les dépenses à ce titre n'étant pas remboursées par le PNUD.

24. Le Comité constate au paragraphe 39 du document du rapport du Secrétaire général (A/50/363) que, comme l'Assemblée générale l'a souligné au paragraphe 6 de sa résolution 49/239, une coordination existe entre la MINUHA et la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH). Au cours de sa visite à la MINUHA, le Comité a été mis au courant de la situation de cette mission conjointe de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Organisation des Nations Unies. Il constate que le soutien logistique et administratif apporté à la MICIVIH est assuré par la Division de l'administration de la MINUHA et que les dépenses afférentes aux activités de la MICIVIH sont imputées sur le budget de cette dernière. Le Comité a reçu la liste du personnel d'appui administratif dont le coût doit être pris en charge par la MICIVIH (1 P-4, 3 P-3, 7 agents du Service mobile et 6 agents des services généraux).

25. En ce qui concerne les quatre postes supplémentaires de Volontaire des Nations Unies, le Comité a appris qu'en raison de considérations financières, il a été proposé que les intéressés s'acquittent de diverses tâches financières, dont la gestion des comptes d'avances temporaires et le suivi des activités des sociétés de service dans des camps militaires situés en dehors de Port-au-Prince. Le Comité compte que tous les personnels affectés à ces tâches seront directement responsables devant l'Organisation et lui rendront compte de l'utilisation des fonds qui lui appartiennent.

26. Le Comité constate au paragraphe 34 de la section B de l'annexe V que le montant prévu pour 33 Volontaires des Nations Unies (1 028 200 dollars), à raison de 4 695 dollars en moyenne par mois, comprend le coût du Groupe des programmes et de l'appui administratif. En réponse à l'une de ses questions, le Comité a été informé que les dépenses de personnel de ce Groupe s'élèvent à 75 850 dollars et que ce personnel comprend un directeur de programme, un administrateur de programme (Volontaire des Nations Unies) et deux assistants administratifs locaux pour une période de six mois. Ce groupe est actuellement intégré au Service du personnel de la MINUHA. De plus, le Comité a été informé qu'en sus des indemnités mensuelles et des frais de voyage et d'assurance correspondant à 29 volontaires pendant six mois (601 750 dollars), le budget des Volontaires des Nations Unies comprend une rubrique Évacuation pour des raisons de sécurité et en cas d'urgence (60 000 dollars), et prévoit des ressources au titre des frais de voyage nécessaires pour permettre à des Volontaires des Nations Unies de Genève d'assurer le suivi des missions (5 000 dollars) ainsi que des dépenses d'appui aux programmes (74 260 dollars). Étant donné que les Volontaires des Nations Unies sont relativement peu nombreux à la MINUHA, le Comité est d'avis que l'administration de ces volontaires devrait être assurée par le Service du personnel de la Division de l'administration de la MINUHA.

Locaux/hébergement

27. Le Comité note à l'annexe IV que le montant prévu au titre de la location de locaux pour la période de sept mois allant du 1er août 1995 au 29 février 1996, qui s'établit à 1 543 000 dollars dans les prévisions de dépenses révisées (le coût mensuel de la location de locaux est indiqué au tableau 2 de l'annexe V.B du document A/50/363), est inférieur au montant initialement prévu (1 610 000 dollars) pour la période de cinq mois allant du 1er août au 31 décembre 1995 (A/49/318/Add.2, annexe III).

28. Comme il est indiqué aux paragraphes 42 et 87 de l'annexe V.B du document A/50/363, un montant de 1 450 000 dollars est prévu en vue d'améliorer les installations de 16 camps militaires afin de permettre aux troupes qui y sont stationnées de continuer à vivre ou à travailler dans les tentes avec un niveau de confort minimum; en outre, un montant de 360 000 dollars est prévu pour acheter 115 tentes, un certain nombre de contingents étant arrivés sans être équipés du nombre de tentes requis. Le Comité rappelle que des dépenses non renouvelables d'un montant de 9 096 200 dollars, correspondant au coût de modules préfabriqués à parois rigides abritant des bureaux, dortoirs et installations diverses, avaient été prévues pour la période du 1er février au 31 juillet 1995 (A/49/318/Add.2, Annexe IV, section II, par. 37 à 39). Il a été informé que les besoins en hébergement de la MINUHA avaient été revus et que l'on se proposait de remplacer les modules de dortoirs prévus par des tentes. Lorsqu'ils se sont rendus au quartier général du personnel civil et dans les camps militaires pendant leur séjour en Haïti, les membres du Comité ont été informés par le personnel de la Mission de l'état et de l'évolution des installations ainsi que de certaines nécessités administratives, logistiques et financières propres à la Mission. Le Comité demande que la méthode suivie par les équipes d'évaluation des besoins au stade de la planification des missions de maintien de la paix soit affinée, de façon que les besoins réels des missions soient mieux évalués et que les prévisions de dépenses établies soient plus réalistes.

/...

Remise en état des infrastructures

29. Comme indiqué plus haut au paragraphe 16, le montant prévu sous cette rubrique à l'annexe IV du rapport (670 000 dollars) doit couvrir des dépenses non renouvelables qui ont été reportées de l'exercice précédent. Le Comité note au paragraphe 43 f) de l'annexe V.B que sur ce total un montant de 120 000 dollars est prévu pour la rénovation des terrains d'aviation à Hinche, Les Cayes et Jérémie. Étant donné que la Mission ne se servira plus que d'hélicoptères pour ses opérations aériennes (voir par. 31 ci-dessous), le Comité a demandé des éclaircissements quant à l'emploi des fonds affectés à la rénovation des terrains d'aviation. On lui a assuré que les bataillons du génie n'effectueraient que les réparations et travaux de construction d'infrastructures nécessaires pour le soutien de la MINUHA, et que l'appui qui serait fourni aux projets d'infrastructure financés par le PNUD, au cas où il y aurait un excédent de personnel et de matériel (voir A/50/363, par. 40), n'entraînerait pas de dépenses supplémentaires pour la Mission.

Transports

30. Le Comité a été informé que le montant de 5 013 600 dollars prévu au titre des pièces de rechange, des réparations et de l'entretien (annexe V.B, par. 47) représentait une révision à la hausse par rapport aux prévisions initiales, les dépenses d'entretien ayant été sous-estimées. Elles avaient en effet été calculées sur la base de 100 dollars par mois pour 349 véhicules des Nations Unies provenant d'anciennes missions et pour 1 400 véhicules appartenant aux contingents (voir A/49/318/Add.2, annexe IV, sect. II, par. 51). Les prévisions de dépenses révisées (A/50/363, annexe V.B, par. 47) ont été calculées sur la base de 185 dollars par mois pour 602 véhicules civils et de 330 dollars par mois pour 1 400 véhicules appartenant aux contingents. Le montant prévu doit servir également à réparer 170 véhicules stationnés à Brindisi, provenant d'anciennes missions, et à les acheminer jusqu'en Haïti. Lors de leur visite à la MINUHA, les membres du Comité ont été informés de l'ensemble des besoins en moyens de transport terrestre des différentes composantes de la Mission, notamment de la police civile et de la MICIVIH.

31. Comme il est expliqué au paragraphe 24 du rapport du Secrétaire général (A/50/363), on propose de modifier la configuration des opérations aériennes en n'ayant plus recours à des avions mais en utilisant exclusivement des hélicoptères pour assurer le transport du personnel et du matériel dans la zone de la Mission. Le Comité ne doute pas qu'il sera plus économique de louer 16 hélicoptères (8 CH-135 Twin Hueys, 4 CH-47 Chinook et 4 UH-1N Hueys), comme cela est indiqué à l'annexe V.A et expliqué aux paragraphes 50 à 53 de l'annexe V.B. Il a été informé que le montant prévu à la rubrique "Autres dépenses" (42 000 dollars) devait permettre de couvrir la location de matériel de communication nécessaire pour les liaisons avec le sol, le matériel de communication au sol disponible en Haïti n'étant pas compatible avec le matériel embarqué dans les appareils qui seront loués auprès de deux gouvernements (A/50/363, annexe V.B, par. 68).

Transmissions

32. Les prévisions de dépenses révisées au titre des transmissions s'élèvent à 1 443 300 dollars, dont 88 800 dollars pour l'achat du matériel qui doit servir à équiper les bureaux de la police civile établis en dehors de Port-au-Prince (A/50/363, annexe V.B, par. 74 à 77). Lors de leur séjour dans la zone de la Mission, les membres du Comité ont été informés de l'état du réseau de transmissions de la MINUHA et ont visité les installations abritant le système de communication fixe, qui fournit des services de téléphone, de télécopie et de transmission de données. On leur a expliqué quels étaient les besoins de la Mission – essentiellement de la police civile – en matière de communications mobiles.

33. Comme il est indiqué au paragraphe 75 de l'annexe V.B, le montant prévu (1 065 400 dollars) correspond à l'entretien du matériel de transmissions des Nations Unies et de celui appartenant aux contingents. Le Comité note que ce montant a été calculé sur la base d'un pourcentage du coût total du matériel et que le taux appliqué est plus bas pour le matériel des Nations Unies (1,5 % du coût total du matériel) que pour le matériel appartenant aux contingents (4,5 % du coût estimatif total du matériel). Comme suite à sa demande d'éclaircissements, le Comité a été informé qu'il n'existait pas de taux standard pour les pièces de rechange, les réparations et l'entretien du matériel de transmissions. On a précisé que les besoins variaient d'une mission à l'autre en fonction de facteurs tels que l'âge et l'état des équipements ainsi que des conditions climatologiques dans la zone de la Mission.

Matériel divers

34. Le Comité note que les montants prévus aux paragraphes 78 à 80 de l'annexe V.B pour le mobilier de bureau, le matériel de bureau et le matériel informatique ont été calculés en déduisant le coût estimatif du matériel à transférer de Brindisi. Il a été informé que le matériel entreposé dans cette ville permettrait de couvrir 50 % des besoins de la Mission. Le Comité réaffirme que, notamment dans le cas des missions de courte durée comme la MINUHA, il faudrait, autant que faire se peut, prélever le matériel de bureau nécessaire sur les stocks disponibles à Brindisi.

35. Le Comité rappelle que, dans son précédent rapport sur la MINUHA (A/49/869), il avait recommandé, au vu des prévisions de dépenses d'un montant brut de 272 966 400 dollars établies par le Secrétaire général pour la période du 1er février au 31 décembre 1995 (A/49/318/Add.2 et Corr.1, par.30), que les dépenses de la MINUHA ne soient pas supérieures à 257 556 300 dollars pour la même période, soit un montant brut de 23 414 209 dollars environ par mois. Dans ses prévisions révisées, le Secrétaire général table sur des dépenses mensuelles moyennes d'un montant de 21 715 929 dollars pendant la période de sept mois allant du 1er août 1995 au 29 février 1996. Dans ces conditions et en attendant de pouvoir examiner le rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er février au 31 juillet 1995, le Comité recommande à l'Assemblée générale d'accepter la proposition du Secrétaire général tendant à ouvrir un crédit d'un montant brut de 152 011 500 dollars (montant net : 149 680 400 dollars) pour la période du 1er août 1995 au 29 février 1996. Le Secrétaire général a demandé à l'Assemblée générale de mettre en recouvrement un montant brut de

/...

3 644 800 dollars (montant net : 3 650 500 dollars) pour la période du 1er août 1994 au 31 janvier 1995 [par. 45 a)] et un montant brut de 130 809 260 dollars (montant net : 128 840 360 dollars) pour la période du 1er août 1995 au 29 février 1996 [par. 45 d)]; les chiffres provisoires communiqués au Comité font apparaître, en sus du solde non utilisé d'un montant brut de 1 982 600 dollars (montant net : 1 915 700 dollars) pour la période du 1er août 1994 au 31 janvier 1995, un solde non utilisé de 10 millions de dollars environ pour la période du 1er février au 31 juillet 1995. Au cas où l'Assemblée générale souhaiterait prendre une décision de mise en recouvrement à ce stade, le Comité consultatif lui recommande d'approuver la mise en recouvrement des montants demandés par le Secrétaire général, déduction faite du solde non utilisé. Si, par contre, l'Assemblée décidait de reporter la mise en recouvrement d'une partie ou de la totalité des montants à répartir, le Comité consultatif se pencherait de nouveau sur la question dans le cadre de l'examen du rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er février au 31 juillet 1995, qui est en cours d'établissement et devrait être disponible sous peu (voir par. 7 ci-dessus).

Annexe

MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

Rapport provisoire sur l'exécution du budget pour la période allant du 1er février au 31 juillet 1995

État récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant estimatif des dépenses non remboursables (3)	Montant estimatif des dépenses renouvelables (4)	Économies/ (dépassements) (5)=(2)-(3)-(4)
1. <u>Personnel militaire</u>					
a) <u>Observateurs militaires</u>					
Indemnité de subsistance (missions)	59,8	59,8	—	136,9	(77,1)
Frais de voyage	—	—	—	41,4	(41,4)
Indemnité d'habillement et d'équipement	0,4	0,4	—	2,4	(2,0)
Total partiel	60,2	60,2	—	180,7	(120,5)
b) <u>Contingents</u>					
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	30 341,3	30 341,3	—	30 341,3	
Détente et loisirs	514,1	514,1	—	385,6	128,5
Rations	8 134,2	8 134,2	—	10 484,6	(2 350,4)
Indemnité journalière	1 102,5	1 102,5	—	593,7	508,8
Indemnité de subsistance (missions)	187,5	187,5	—	118,4	69,1
Déploiement, relève et rapatriement	10 485,8	10 485,8	—	8 366,0	2 119,8
Autres voyages	—	—	—	480,1	(480,1)
Indemnité d'habillement et d'équipement	2 055,4	2 055,4	—	2 055,4	—
Total partiel	52 820,8	52 820,8	—	52 825,1	(4,3)
c) <u>Autres dépenses afférentes au personnel militaire</u>					
Matériel appartenant aux contingents	9 375,3	9 375,3	—	9 375,3	
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 086,7	1 086,7	—	1 086,7	
Total partiel	10 462,0	10 462,0	—	10 462,0	
Total, rubrique 1	63 343,0	63 343,0	—	63 467,8	(124,8)
2. <u>Personnel civil</u>					
a) <u>Police civile</u>					
Indemnité de subsistance (missions)	11 583,4	11 583,4	—	11 980,6	(397,2)
Frais de voyage	672,0	672,0	—	1 715,9	(1 043,9)
Indemnité d'habillement et d'équipement	71,2	71,2	—	93,6	(22,4)
Total partiel	12 326,6	12 326,6	—	13 790,1	(1 463,5)
b) <u>Personnel international et personnel local</u>					
Traitements du personnel international	5 191,5	4 202,2	—	3 345,9	856,3
Traitements du personnel local	1 273,6	1 030,9	—	992,2	38,7
Personnel temporaire	—	—	—	80,6	(80,6)
Heures supplémentaires	—	—	—	43,0	(43,0)
Dépenses communes de personnel	3 744,3	3 030,8	—	938,4	2 092,4
Indemnité de subsistance (missions)	3 228,7	2 613,4	—	2 513,5	99,9
Frais de voyage à destination et en provenance de la zone de la mission	202,8	164,2	—	298,5	(134,3)
Autres voyages	113,9	92,2	—	112,7	(20,5)
Total partiel	13 754,8	11 133,7	—	8 324,8	2 808,9
c) <u>Personnel contractuel international</u>	—	—	—	—	—

/ . . .

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant estimatif des dépenses non remboursables (3)	Montant estimatif des dépenses renouvelables (4)	Économies/ (dépassements) (5)=(2)-(3)-(4)
d) <u>Volontaires des Nations Unies</u>	592,4	592,4	—	314,5	277,9
e) <u>Personnel fourni par des gouvernements</u>					
Frais de voyage	—	—	—	7,2	(7,2)
f) <u>Observateurs électoraux civils</u>	—	—	—	—	—
Total, rubrique 2	26 673,8	24 052,7	—	22 436,6	1 616,1
3. <u>Locaux/hébergement</u>					
Location de locaux	1 722,0	1 722,0	—	1 705,6	16,4
Aménagement et rénovation des locaux	594,6	594,6	863,9	—	(269,3)
Fournitures d'entretien	34,9	34,9	—	644,1	(609,2)
Services d'entretien	34,9	34,9	—	113,5	(78,6)
Éclairage, chauffage, énergie et eau	927,9	927,9	—	323,9	604,0
Construction de locaux/bâtiments préfabriqués	9 096,2	9 096,2	3 570,0	—	5 526,2
Total, rubrique 3	12 410,5	12 410,5	4 433,9	2 787,1	5 189,5
4. <u>Remise en état des infrastructures</u>	2 000,0	1 000,0	589,9	—	410,1
5. <u>Transports</u>					
Achat de véhicules	5 745,1	3 510,6	2 220,7	—	1 289,9
Location de véhicules	—	—	11,7	—	(11,7)
Matériel d'atelier	450,0	450,0	600,0	—	(150,0)
Pièces de rechange, réparations et entretien	836,5	836,5	—	1 611,2	(774,7)
Carburants et lubrifiants	2 527,4	2 318,2	—	1 473,1	845,1
Assurance	306,7	306,7	—	230,0	76,7
Total, rubrique 5	9 865,7	7 422,0	2 832,4	3 314,3	1 275,3
6. <u>Opérations aériennes</u>					
a) <u>Hélicoptères</u>					
Location/affrètement	7 799,4	7 799,4	—	3 261,8	4 537,6
Carburants et lubrifiants	773,1	773,1	—	613,1	160,0
Total partiel	8 572,5	8 572,5	—	3 874,9	4 697,6
b) <u>Avions</u>					
Location/affrètement	388,1	388,1	—	172,5	215,6
Carburants et lubrifiants	132,8	132,8	—	144,0	(11,2)
Total partiel	520,9	520,9	—	316,5	204,4
c) <u>Indemnités de subsistance des équipages</u>	—	—	—	—	—
d) <u>Autres dépenses</u>	—	—	—	—	—
Total, rubrique 6	9 093,4	9 093,4	—	4 191,4	4 902,0
7. <u>Opérations navales</u>					
Location/affrètement	991,2	991,2	—	—	991,2
Achat de matériel	60,0	60,0	423,1	—	(363,1)
Carburants	1 148,3	1 148,3	—	874,3	274,0
Total, rubrique 7	2 199,5	2 199,5	423,1	874,3	902,1

/ . . .

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant estimatif des dépenses non remboursables (3)	Montant estimatif des dépenses renouvelables (4)	Économies/ (dépassements) (5)=(2)-(3)-(4)
8. Transmissions					
a) <u>Éléments complémentaires</u>					
Matériel de transmissions	5 941,5	3 250,1	3 006,0	—	244,1
Location de matériel radio	—	—	600,8	—	(600,8)
Pièces de rechange et fournitures	1 075,6	1 075,6	—	1 071,6	4,0
Matériel d'atelier et d'essai	315,0	315,0	168,5	—	146,5
Communications par réseaux commerciaux	1 806,0	1 806,0	—	905,0	901,0
Total partiel	9 138,1	6 446,7	3 775,3	1 976,6	694,8
b) <u>Contrat relatif au réseau principal</u>					
Total, rubrique 8	9 138,1	6 446,7	3 775,3	1 976,6	694,8
9. Matériel divers					
Mobilier et matériel de bureau	805,0	524,7	383,7	—	141,0
Matériel de bureau	355,5	75,3	174,2	—	(98,9)
Location de matériel de bureau	—	—	15,0	—	(15,0)
Matériel informatique	809,2	500,0	975,3	—	(475,3)
Groupes électrogènes	1 361,6	800,0	905,5	—	(105,5)
Matériel d'observation	470,0	470,0	198,4	—	271,6
Citernes à essence et débitmètres	695,5	695,5	210,3	—	485,2
Matériel médical et dentaire	—	—	—	—	—
Matériel d'hébergement	—	—	2,1	—	(2,1)
Matériel divers	3 210,0	2 478,9	806,0	—	1 672,9
Tentes	200,0	200,0	—	—	200,0
Matériel pour la défense des périmètres	—	—	—	—	—
Matériel d'épuration de l'eau	500,0	500,0	341,2	—	158,8
Matériel de réfrigération	391,2	391,2	233,0	—	158,2
Pièces de rechange, réparations et entretien	236,8	236,8	—	403,6	(166,8)
Total, rubrique 9	9 034,8	6 872,4	4 244,7	403,6	2 224,1
10. Fournitures et services					
a) <u>Services divers</u>					
Vérification des comptes	23,8	23,8	—	6,2	17,6
Services contractuels	7 607,5	7 607,5	—	14 451,3	(6 843,8)
Services informatiques	—	—	—	—	—
Services de sécurité	75,0	75,0	—	68,6	6,4
Services et traitements médicaux	44,4	44,4	—	525,1	(480,7)
Demandes d'indemnisation et règlements	15,5	15,5	—	—	15,5
Dépenses de représentation	6,0	6,0	—	2,4	3,6
Autres services divers	21,0	21,0	—	30,9	(9,9)
Total partiel	7 793,2	7 793,2	—	15 084,5	(7 291,3)
b) <u>Fournitures diverses</u>					
Papeterie et fournitures de bureau	56,0	56,0	—	321,7	(265,7)
Fournitures médicales	471,5	471,5	—	418,3	53,2
Fournitures sanitaires et de nettoyage	16,0	16,0	—	57,4	(41,4)
Abonnements	0,6	0,6	—	1,2	(0,6)
Fournitures électriques	—	—	—	36,8	(36,8)
Bâches antiprojectiles	—	—	—	—	—
Accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants	624,6	624,6	—	192,0	432,6
Fournitures pour la défense des périmètres	150,0	150,0	—	153,2	(3,2)
Cartes d'état-major	1,6	1,6	—	—	1,6
Intendance et magasins	125,5	125,5	—	412,2	(286,7)
Total partiel	1 445,8	1 445,8	—	1 592,8	(147,0)
Total, rubrique 10	9 239,0	9 239,0	—	16 677,3	(7 438,3)

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant estimatif des dépenses non remboursables (3)	Montant estimatif des dépenses renouvelables (4)	Économies/ (dépassements) (5)=(2)-(3)-(4)
1. <u>Fournitures et services liés aux élections</u>					
12. <u>Programmes d'information</u>	300,0	300,0	144,1	—	155,9
13. <u>Programmes de formation</u>	970,0	104,8	151,3	—	(46,5)
14. <u>Programmes de déminage</u>	—	—	—	—	—
15. <u>Aide au désarmement et à la démobilisation</u>	—	—	—	—	—
16. <u>Fret aérien et de surface</u>	6 110,0	6 110,0	—	6 081,6	28,4
17. <u>Système intégré de gestion</u>	39,3	39,3	—	39,3	—
18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix</u>	979,3	946,4	—	890,3	56,1
19. <u>Contributions du personnel</u>	2 428,1	1 965,4	—	1 127,2	838,2
Total brut, rubriques 1 à 19	<u>163 824,5</u>	<u>151 545,1</u>	<u>16 594,7</u>	<u>124 267,4</u>	<u>10 683,0</u>
20. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	(2 428,1)	(1 965,4)	—	(1 127,2)	(838,2)
Total net, rubriques 1 à 20	<u>161 396,4</u>	<u>149 579,7</u>	<u>16 594,7</u>	<u>123 140,2</u>	<u>9 844,8</u>
21. <u>Contributions volontaires en nature</u>	—	—	—	—	—
Total des ressources	161 396,4	149 579,7	16 594,7	123 140,2	9 844,8
